

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/DS/W/19
9 octobre 2002

(02-5429)

Organe de règlement des différends
Session extraordinaire

Original: anglais

NÉGOCIATIONS SUR LE MÉMORANDUM D'ACCORD SUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement

Propositions concernant le Mémoire d'accord sur le règlement des différends présentées par Cuba, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Pakistan, Sri Lanka, la Tanzanie et le Zimbabwe

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat, au nom de Cuba, du Honduras, de l'Inde, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Pakistan, de Sri Lanka, de la Tanzanie et du Zimbabwe, la communication ci-après, datée du 20 septembre 2002.

I. SUSPENSION DE CONCESSIONS ET D'AUTRES OBLIGATIONS

Les pays en développement Membres ont été parties à 149 différends (sur 262) en tant que plaignants ou défendeurs. Ils ont déposé 47 plaintes contre des pays développés Membres et 37 contre d'autres pays en développement.

Obtenir du Membre en défaut qu'il respecte ses obligations s'avère être une tâche difficile et il est probable que, dans de nombreux différends, les pays en développement n'aient d'autre choix que d'avoir recours à la suspension de concessions et d'autres obligations au titre des dispositions de l'article 22. Mais l'énorme déséquilibre dans les relations commerciales entre pays développés et pays en développement limite fortement la capacité des pays en développement d'exercer leurs droits au titre de l'article 22. Le coût économique que représente le retrait de concessions dans le secteur des marchandises aurait une incidence négative plus importante pour le pays en développement Membre plaignant que pour le pays développé Membre en défaut et ne ferait qu'accroître le déséquilibre dans des relations commerciales déjà gravement atteintes par l'annulation et la réduction d'avantages.

Une part considérable des importations des pays en développement Membres est constituée de produits essentiels comme les matières premières, les produits alimentaires et les biens d'équipement. De ce fait, le retrait de concessions dans le secteur des marchandises ne serait ni possible ni efficace. Il en va de même pour le secteur des services, surtout dans le cas de services importants comme les télécommunications, etc. De plus, il convient de rappeler que la disposition relative à la "rétorsion croisée" semble avoir été incorporée dans le Mémoire d'accord sur le règlement des différends à la demande des pays développés Membres, qui estimaient que, si les pays en développement Membres ne respectaient pas leurs obligations dans le domaine des droits de propriété intellectuelle, ils ne pourraient pas prendre des mesures de rétorsion efficaces à l'encontre de ces derniers, qui n'ont que peu ou pas de produits protégés par une marque ou un brevet. Par conséquent, la rétorsion croisée dans les secteurs des marchandises et des services serait plus

efficace.¹ Il est proposé que les pays en développement Membres plaignants puissent demander l'autorisation de suspendre des concessions et d'autres obligations dans les secteurs de leur choix. Ils ne devraient pas être tenus de démontrer 1) qu'il n'est pas "possible ou efficace" de suspendre des concessions dans le même secteur ou au titre du même accord que celui pour lequel l'existence d'une violation a été constatée; et 2) que les "circonstances sont suffisamment graves" pour chercher à suspendre des concessions au titre d'accords autres que ceux pour lesquels l'existence d'une violation a été constatée. Cette charge de la preuve est très lourde comme l'a montré l'expérience de l'Équateur dans l'affaire *Bananes*. Il est donc proposé d'insérer à l'article 22 un nouveau paragraphe 3bis:

"Nonobstant les principes et procédures énoncés au paragraphe 3, dans un différend dans lequel la partie plaignante est un pays en développement Membre et l'autre partie, qui n'a pas mis ses mesures en conformité avec les accords visés, est un pays développé Membre, le plaignant aura le droit de demander l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations en ce qui concerne un ou tous les secteurs au titre de tout accord visé."

La proposition ci-dessus est sans préjudice des autres propositions qui ont été ou qui seront présentées par d'autres pays en développement Membres au sujet des questions "rétorsion collective", "mesures de rétorsion massives", "interdire aux Membres qui ne respectent pas leurs obligations d'invoquer les procédures de règlement des différends prévues par le Mémorandum d'accord et les accords visés", etc.

II. COÛT DE LA PROCÉDURE

Depuis que le processus de règlement a été mis en place, il y a sept ans, nous observons que le coût des procédures des groupes spéciaux et de l'Organe d'appel de l'OMC est extrêmement élevé. Il est donc nécessaire de prévoir un traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres dans les différends qui les opposent à des pays développés Membres. S'il est constaté qu'un pays développé Membre viole ses obligations au titre des Accords de l'OMC visés dans un différend soulevé par un pays en développement Membre ou si le pays développé Membre n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations contre un pays en développement Membre dans un différend soulevé par lui, le groupe spécial/l'Organe d'appel déterminera le montant raisonnable des frais juridiques et autres du pays en développement Membre, qui sera pris en charge par le pays développé Membre.

Il est proposé qu'une disposition à cet effet soit incorporée dans les procédures de travail des groupes spéciaux, énoncées à l'Appendice 3 du Mémorandum d'accord, et de l'Organe d'appel.

III. AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ

Dans le cadre du Programme de travail de Doha, certains des coauteurs ont présenté à la Session extraordinaire du Comité du commerce et du développement des propositions concernant les dispositions relatives au traitement spécial et différencié, y compris celles qui ont trait au Mémorandum d'accord. Ces propositions figurent dans le document TN/CTD/W/2, présenté conjointement par Cuba, l'Égypte, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, Maurice, le Pakistan, la République dominicaine, Sri Lanka, la Tanzanie et le Zimbabwe, et dans le document TN/CTD/W/6, qui a été présenté par l'Inde. Ces propositions portent sur l'article 12:10 et les articles 4:10 et 21:2, respectivement, du Mémorandum d'accord. Certaines des délégations qui ont présenté ces propositions à la Session extraordinaire du CCD voudraient maintenant les soumettre à ce Groupe de négociation.

¹ Voir la publication de l'OMC intitulée "Reshaping the World Trading System: A History of the Uruguay Round" par John Croome, page 323.

Article 4:10

"Au cours des consultations, les Membres devraient accorder une attention spéciale aux problèmes et intérêts particuliers des pays en développement Membres."

Commentaire

La demande de consultations est la première étape pour l'engagement d'une procédure de règlement d'un différend dans le cadre de l'OMC. La tenue de consultations est impérative avant la présentation de toute demande d'établissement d'un groupe spécial. Les consultations visent à donner la possibilité aux parties au différend de connaître leurs points de vue respectifs et à la partie défenderesse d'expliquer la mesure faisant l'objet du différend.

Proposition

Il est suggéré de remplacer les mots "devraient accorder" par le mot "accorderont" pour rendre impérative cette disposition relative au traitement spécial et différencié.

Le contenu opérationnel précis de l'expression "accorder une attention spéciale" n'est pas défini. Il est proposé ce qui suit:

- a) si la partie plaignante est un Membre développé et qu'elle décide de demander l'établissement d'un groupe spécial, elle devrait être tenue d'expliquer dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ainsi que dans ses communications au groupe spécial la façon dont elle a tenu compte des problèmes et intérêts particuliers du pays en développement défendeur ou leur a accordé une attention spéciale;
- b) si le Membre développé est partie défenderesse, il devrait être tenu d'expliquer dans ses communications au groupe spécial la façon dont il a tenu compte des problèmes et intérêts particuliers du pays en développement plaignant ou leur a accordé une attention spéciale;
- c) le Groupe spécial, tout en statuant sur la question dont il est saisi, devrait également se prononcer sur cette question.

Ces suggestions, une fois mises en œuvre, rendront des dispositions de l'article 4:10 impératives, effectives, opérationnelles et utiles pour les pays en développement.

Article 12:10

"Dans le contexte de consultations portant sur une mesure prise par un pays en développement Membre, les parties pourront convenir d'étendre les délais fixés aux paragraphes 7 et 8 de l'article 4. Si, à l'expiration du délai indiqué, les parties qui ont pris part aux consultations ne peuvent pas convenir que celles-ci ont abouti, le Président de l'ORD décidera, après les avoir consultées, si ce délai doit être prolongé et, si tel est le cas, pour combien de temps. En outre, lorsqu'il examinera une plainte visant un pays en développement Membre, le groupe spécial ménagera à celui-ci un délai suffisant pour préparer et exposer son argumentation. Aucune action entreprise en application du présent paragraphe n'affectera les dispositions du paragraphe 1 de l'article 20 et du paragraphe 4 de l'article 21."

Commentaire

Cette disposition envisage la situation où un pays en développement Membre est la partie défenderesse dans la procédure de règlement d'un différend, tandis que l'autre partie peut être ou non un pays développé Membre. On peut considérer que la disposition se divise en deux parties, la première partie portant sur la phase des consultations, la seconde sur la procédure de groupe spécial.

La première partie de la disposition a trait à la prolongation du délai fixé pour les consultations par les parties elles-mêmes ou par le Président de l'ORD. La partie qui suit dispose que le groupe spécial doit ménager au pays en développement Membre "un délai suffisant" pour préparer sa défense et la dernière partie subordonne l'octroi de ce délai aux délais généraux fixés pour les procédures de règlement des différends.

Étant donné que le futur est utilisé dans les deuxième et troisième phrases, cette disposition pourrait être considérée comme impérative. Toutefois, le Président de l'ORD est libre de décider de proroger le délai fixé pour les consultations et, le cas échéant, pour combien de temps. Lorsqu'il s'agit d'un groupe spécial, celui-ci ne semble pas avoir un tel pouvoir discrétionnaire, puisqu'il "ménagera ... un délai suffisant". Mais le paragraphe ne donne aucune indication au Président de l'ORD ou au groupe spécial quant à la durée du délai supplémentaire à ménager. Le groupe spécial est limité par la dernière phrase, c'est-à-dire l'application des délais généraux. Ainsi, cette disposition semble être d'un usage limité voire inopérante dans la pratique pour les pays en développement Membres.

C'est peut-être la raison pour laquelle aucun pays en développement Membre n'a jusqu'à présent invoqué la première partie du paragraphe. L'Inde a invoqué la seconde partie du paragraphe au cours de la première étape de la procédure du Groupe spécial dans l'affaire *Inde – Restrictions quantitatives* (DS90), et elle a obtenu dix jours supplémentaires pour la préparation de sa première communication écrite.

Proposition

Il est suggéré que les mots "si" et "si tel est le cas, pour combien de temps" soient retirés de la deuxième phrase et que le mot "que" soit inséré avant "ce délai" et les mots "d'au moins 15 jours, dans les cas d'urgence visés au paragraphe 8 de l'article 4, et d'au moins 30 jours dans des circonstances normales" soient ajoutés à la fin de la phrase. Ainsi, la deuxième phrase serait libellée comme suit:

"Si, à l'expiration du délai indiqué, les parties qui ont pris part aux consultations ne peuvent pas convenir que celles-ci ont abouti, le Président de l'ORD décidera, après les avoir consultées, que ce délai doit être prolongé d'au moins 15 jours, dans les cas d'urgence visés au paragraphe 8 de l'article 4, et d'au moins 30 jours dans les autres cas, dans des circonstances normales."

De même, dans la troisième phrase, après l'expression "délai suffisant", il conviendrait d'insérer les mots "d'au moins deux semaines supplémentaires dans des circonstances normales" et de remplacer les mots "exposer son argumentation" par les mots "présenter sa première communication écrite, et d'au moins une semaine supplémentaire ensuite pour chaque nouvelle communication écrite ou nouvel exposé". Ainsi, la phrase serait libellée comme suit:

"En outre, lorsqu'il examinera une plainte visant un pays en développement Membre, le Groupe spécial ménagera à celui-ci un délai suffisant, d'au moins deux semaines supplémentaires dans des circonstances normales, pour préparer et présenter sa première communication écrite, et d'une semaine supplémentaire ensuite pour chaque nouvelle communication écrite ou nouvel exposé."

La dernière phrase devrait être reformulée comme suit: "Les délais supplémentaires ménagés ci-dessus seront ajoutés aux délais prévus à l'article 20 et au paragraphe 4 de l'article 21."

La première partie de la proposition donne une indication au Président de l'ORD, lorsqu'il est saisi par l'une ou l'autre partie, en vue d'une prolongation du délai d'au moins 15 ou 30 jours selon le cas dans des circonstances normales. Dans des circonstances exceptionnelles (expression utilisée à l'article 21:4), le Président peut exercer son pouvoir discrétionnaire pour ménager un délai plus long aux parties.

La deuxième partie de la proposition prévoit que le groupe spécial doit ménager un délai supplémentaire d'au moins deux semaines pour la première communication, puis d'une semaine chaque fois pour la deuxième communication, les premier et deuxième exposés oraux et pour les communications intérimaires, le cas échéant.

La troisième partie de la proposition vise à prolonger les délais généraux pour les procédures de règlement des différends auxquelles un pays en développement Membre participe en tant que partie défenderesse.

Ces suggestions, une fois mises en œuvre, rendront les dispositions de l'article 12:10 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends effectives, opérationnelles et utiles pour les pays en développement Membres.

Article 21:2

"Une attention particulière devrait être accordée aux questions qui affecteraient les intérêts des pays en développement Membres pour ce qui est des mesures qui auraient fait l'objet des procédures de règlement des différends."

Commentaire

Cette disposition fait partie d'un article qui exige que l'ORD tienne sous surveillance la mise en œuvre de ses décisions à la suite de l'adoption des rapports du groupe spécial/de l'Organe d'appel. Le même article prévoit la détermination d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre des décisions de l'ORD; en cas de désaccord, l'engagement d'une nouvelle procédure de règlement des différends pour déterminer si le Membre défendeur s'est conformé aux décisions de l'ORD; et la présentation de rapports de situation sur la mise en œuvre des décisions de l'ORD à chaque réunion ordinaire de l'ORD six mois après l'adoption des rapports du groupe spécial/de l'Organe d'appel.

Proposition

Il est suggéré de remplacer les mots "devrait être accordée" par le mot "sera accordée" pour rendre cette disposition impérative.

On pourrait accroître l'utilité de cette disposition en clarifiant le membre de phrase "questions qui affecteraient les intérêts des pays en développement Membres". Il est proposé ce qui suit:

- a) cette disposition, ayant été placée au début de l'article 21 qui est un article long et important, devrait être rendue impérative pour que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel l'interprètent comme une disposition globale dans tous les différends impliquant un pays en développement Membre;
- b) si la partie défenderesse est un Membre en développement et le plaignant un Membre développé,

- i) Délai raisonnable: 15 mois devraient être considérés comme un délai raisonnable normal; si la mesure en cause est une modification de dispositions légales ou d'une pratique/une politique de longue date [restrictions quantitatives/balance des paiements, par exemple], le délai raisonnable devrait être de deux à trois ans et les groupes spéciaux/l'Organe d'appel devraient indiquer qu'une prolongation du délai raisonnable est requise;
 - ii) Procédures au titre de l'article 21:5: Les consultations (c'est-à-dire la possibilité de se défendre/d'expliquer les mesures prises pour se mettre en conformité ou les difficultés pour ce faire) devraient être considérées comme impératives; le délai pour l'achèvement des travaux d'un groupe spécial établi au titre de l'article 21:5 devrait être porté de 90 à 120 jours; et le groupe spécial devrait accorder toute l'attention voulue, comme le ferait tout groupe spécial normal, à la situation particulière des pays en développement Membres.
 - iii) Un rapport de situation devrait être présenté non pas à chaque réunion ordinaire, mais à une réunion sur deux.
- c) si la **plainte émane d'un Membre en développement et vise un Membre développé**:

Le pays développé Membre défendeur devrait se voir accorder un délai raisonnable ne dépassant pas 15 mois en toutes circonstances; le délai existant de 90 jours pour les procédures au titre de l'article 21:5 devrait être strictement respecté. En cas de retard, il faudrait prévoir une obligation de compensation des pertes commerciales continues subies par le pays en développement plaignant.

Ces suggestions, une fois mises en œuvre, rendront des dispositions de l'article 21:2 impératives, effectives, opérationnelles et utiles pour les pays en développement.
